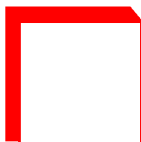
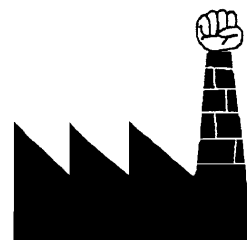


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



## Bien creusé, vieille taupe !

Ce qui vient de s'effondrer à Bagdad, ce n'est pas d'abord le régime de Saddam Hussein. Soutenu par les Etats-Unis dans les années 70-80 pour servir ses intérêts régionaux, une partie de celui-ci va être recyclé pour servir aux mêmes fins. Ce qui vient brutalement de s'effondrer en revanche, c'est l'idée d'un capitalisme capable d'ouvrir un espace de discussion avec ses adversaires; c'est le projet d'une régulation interne du système entre ses courants antagoniques, c'est l'éternelle illusion sociale-démocrate d'une négociation contractuelle entre les classes sociales. Alors que le capitalisme ne négocie pas par principe, mais uniquement sous la contrainte du mouvement social.

Or à quelque niveau que ce soit, la classe dominante n'est plus disposée à négocier - ou même simplement à faire mine de négocier. Elle administre ses décisions arbitraires et unilatérales, menace les récalcitrants et sanctionne brutalement les réfractaires.

On l'a vu en Irak où l'appareil d'Etat américain a foulé aux pieds la légalité internationale, tourné en ridicule les Nations Unies (cette « femme de ménage » de la mondialisation) et les puissances étatiques qui s'en prévalaient; mais surtout craché à la gueule du monde entier son mépris des dizaines de millions de manifestants qui obstinément ont défilé contre cette guerre. On le voit, dans le contexte national de la réforme des retraites, où les deux têtes à claques de la droite (la gouvernementale et la patronale) nous matraquent de leur sempiternel «Toujours plus» pour le Capital ! «Toujours plus» dans l'exploitation des salariés ! Leur projet s'inscrit dans l'offensive continue contre le salariat et vise à poursuivre la démolition de l'une de ses dernières conquêtes sociales. La précarité et la pauvreté que subissent aujourd'hui les jeunes travailleurs (salaire de misère, statut de galère), c'est les sort que réservent aux vieux travailleurs les ordures du MEDEF qui braillent leur exigence d'un allongement infini de la durée du temps de travail et d'une baisse des pensions.

Rumsfeld à Washington, Seillères à Paris, Blair à Londres, Aznar à Madrid ou Berlusconi à Rome, la classe dominante affiche dans toutes les capitales du monde le même rictus de l'arrogance et du mépris; elle y mène partout, sans complexe ni retenue, la même politique antisociale. Et elle le peut, car il est vrai qu'au cours des ces dernières décennies, une partie du mouvement social s'est laissée bercer par les chimères sociales-démocrates d'une voie négociée et de compromis avec le Capital.

Les développements de ces dernières semaines auront au moins eu le mérite de dévoiler le capitalisme tel qu'il est : belliqueux et cupide. Ils auront permis de dégriser ceux qui avaient cru à la promesse d'un capitalisme à visage humain, que seuls la bêtise d'abrutis avérés ou le cynisme d'infâmes opportunistes peuvent encore défendre.

Marx citait ce vers de Shakespeare: « *Bien creusé, vieille taupe* », pour rappeler que l'histoire sociale agit autant de manière souterraine que visible, et que les triomphes de surface préparent parfois les effondrements du lendemain. Le projet de la sociale-démocratie d'un capitalisme à visage humain a été enterré dans les sables irakiens, sous les chenilles des blindés du capitalisme réellement existant. Il nous appartient aujourd'hui de ne pas laisser retomber la dynamique des manifestations de cet hiver et de poursuivre le travail de mobilisation sur des bases clairement anticapitalistes. Dans la lutte nationale contre le démantèlement du régime de nos retraites ! Dans la manifestation internationale du 1<sup>er</sup> juin à Evian contre le G8 !

Ils ne sont plus cotés à  
l'argus du Capital :

A LA CASSE  
LES P.T.T.S VIEUX



# La grande cavalcade de Bagdad

## Un sinistre conte des mille et une nuits au XXI<sup>ème</sup> siècle

Les développements de la guerre en Irak laissent penser que ce qui s'y est déroulé - négociations diplomatiques, opérations militaires elles-mêmes, couverture médiatique, tractations politiques... - aura été un opéra théâtral mondial. Un opéra terrifiant par la furie guerrière de son déroulement. Les morts, les blessés, les mutilés; l'agression des corps, la souffrance physique, la faim, la soif, la terreur psychologique des populations bombardées: tout cela ne fut pas théâtral mais bien réel et seuls ceux qui ont l'expérience de la guerre peuvent avoir une idée de ce que fut ce déchaînement de violence en Irak. Ces milliers de bombes larguées en quelques jours - ces milliers de fois où fut répété le même crime que la destruction des tours de Manhattan: attaque aérienne, assassinats collectifs de civils, effondrement des habitations - ces milliers de répétition du 11 septembre sans que les médias du monde entier ne nous somment d'une compassion universelle et de l'observation d'une minute de silence planétaire en mémoire des victimes. Un opéra écoeurant par les propos qu'il suscita - abjects chez les journalistes tranquille-ment installés dans les capitales occidentales décrivant en termes sportifs les performances meurtrières de l'aviation US, répugnants chez ces «intel-

### IRAKIEN RECONNAISSANT



lectuels» et politiciens vérolés favorables à la guerre, véritables maquereaux prêts à toutes les substitutions historiques, morales et politiques pour justifier les crimes des Etats-Unis et relativiser les souffrances des populations irakiennes (La philosophie politique des Glucksmann, Finkelkraut et Henri-Lévy est à vous dégoûter, sinon de la philosophie politique, du moins de Glucksmann, Finkelkraut et Henri-Lévy). Un opéra dont l'une des scènes décisives, la

pause puis la reprise immédiate de la marche sur Bagdad jusqu'à la chute accélérée du régime laisse dubitatif et mine assez singulièrement la crédibilité de l'ensemble du récit proposé à l'opinion télévisuelle mondialisée.

## « La guerre durera plus longtemps que prévu »

Le déclenchement officiel d'une guerre jamais officiellement déclarée peut être arrêté à la nuit du 19 mars, lorsque le bombardement du quartier général des dirigeants irakiens essaya, selon les déclarations officielles des Etats-Unis, de «décapiter» le régime c'est à dire d'en assassiner le cercle de ses principaux responsables. (Il semble que l'assassinat soit redevenu une méthode usuelle de règlements des différends politiques internationaux - à l'image, somme toute, des pratiques de toutes les mafias du monde !). Dans la foulée, les blindés américains pénétraient le territoire irakien. L'Etat irakien, contrairement à ce qu'avaient envisagé certains «scénarios» ne s'effondrait pas mais résistait de manière beaucoup plus vive que prévu.

Lors des premières batailles, dans le Sud du pays, là où les populations à majorité chiite ont été sanguinairement réprimées par Saddam Hussein, les armées anglo-américaines rencontrèrent une résistance qualifiée par l'état major des Etats-Unis «d'inattendue». Le 22 mars, W. Bush concédait que la guerre «durera plus longtemps que prévu», le 26, le général Tommy Franks déclarait que «la guerre était loin d'être terminée»; le 28 mars, le commandant du 5<sup>ème</sup> corps provoquait de sérieux troubles affirmant que «l'ennemi combattu était différent de celui envisagé par les scénarios» et Rumsfeld lui-même confiait «être plus près du début que de la fin de la guerre». Les armées n'en continuèrent pas moins leur progression vers la capitale pendant toute une semaine, livrant à l'occasion des combats assez rudes: perdant des hélicoptères, des chars, laissant des

prisonniers de guerre et des morts sur les champs de bataille, stationnant et contourant les villes pourtant majoritairement chiites de crainte d'y affronter une guérilla urbaine.

Après 10 jours de conflit, une tempête de sable, et surtout des difficultés d'approvisionnement (on vit même ces images télévisées de civils autochtones donnant vivres et boisson aux soldats américains qui n'en avaient plus), laissèrent

émerger des doutes sur la stratégie militaire du Pentagone. Le terme de pause fut officiellement annoncé: il fallait attendre des renforts pour sécuriser les lignes et préparer l'assaut de la capitale: 4 à 6 jours, une semaine, deux semaines, plusieurs semaines, 40 jours... Bref, l'Amérique s'enlisait, ses armées étaient ensablées à près d'une centaine de kilomètres de leur objectif. Good morning Irak titrait le Courrier International en écho au syndrome du Viêt-Nam qui un instant médiatique, hanta bien des esprits.

Pendant toute cette période, la télévision irakienne continua de fonctionner, et en dépit des pilonnages et des brouillages, les équipes techniques restaient capables d'assurer la diffusion des messages du pouvoir. Saddam Hussein en personne, ou les sosies de Saddam Hussein en personne, continuaient de passer sur les écrans pour annoncer la victoire prochaine des Arabes et des Musulmans sur les forces du mal.

## Vint alors le 2 avril !

Sans que l'on sache vraiment pourquoi, les marines qui devaient attendre des renforts se remirent en marche. Les villes qui jusque lors étaient imprenables furent rapidement prises ! Les forces irakiennes les plus solides, la garde républicaine et ses unités spéciales, s'effondraient (Les combats acharnés faisaient plusieurs centaines de morts quand les effectifs en question se calculaient en dizaine de milliers - entre 80.000 et 100.000 - puis s'évaporaient dans les sables bagdadis. Des dizaines de milliers de soldats et leur matériel militaire organisèrent, dans un pays sous les bombes, où les infrastructures de transports et de communication avaient été détruits, leur retraite et leur retour à la vie civile en deux ou trois jours. Les ponts, minés et piégés, étaient allégrement franchis sans qu'aucun commandement militaire sur le terrain n'ait eu le temps de les faire sauter pour retarder la progression des colonnes de chars ! L'aéroport de Bagdad, l'aéroport le mieux défendu de tout le pays, fut pris en moins d'une journée alors qu'il avait fallu plusieurs jours pour sécuriser celui de Bassorah (lui non plus n'était ni piégé, ni miné - il était prêt à accueillir l'atterrissage de l'aviation américaine). Les incendies de puits de pétrole furent rapidement maîtrisés quand, lors de la première guerre du Golfe, il avait fallu jusqu'à 6 mois pour éteindre ceux des puits du Koweït ! Saddam Hussein en personne disparaissait des écrans, de même que ses sosies - et les rumeurs sur son état

de santé, ses blessures, son décès, sa fuite circulaient, mais pas sur ses sosies qui subitement devaient être tout aussi mal en point que le Raïs puisqu'aucun d'entre eux n'étaient en mesure de le représenter lors d'une allocution télévisée annoncée (Cette absence de Saddam, de ses sosies et de toute image pré-enregistrée du dictateur - les cassettes avaient dû toutes brûler en même temps - fût aussitôt qualifiée «d'intéressante» par le Pentagone). Mais le lendemain un des sosies de Saddam Hussein resurgissait en personne - à moins que ce ne fut le dictateur lui-même - sur un marché de Bagdad pour disparaître aussitôt et définitivement. Dans l'attente de quelque test ADN qui nous livrera les éléments sur les cadavres retrouvés sous les décombres de ces bombardements et la parenté génétique entre, pourquoi pas, Saddam Hussein, le mollah Omar ou Oussama Ben Laden !!!

Vendredi 4 avril, les armées américaines étaient à 20 kilomètres de Bagdad, le 5 elles pénétraient dans ses faubourgs (il avait fallu une semaine aux Britanniques pour progresser de 3 kilomètres autour de Bassorah. Il est vrai, ce n'était que des Anglais), le 7 elles étaient au cœur de la capitale et le 9 la statue de Saddam Hussein était renversée (tous les journaux de la planète reproduisirent le basculement de cette immense effigie de bronze tirée par un filin; mais aucun ne laissa apercevoir qu'à l'autre bout du filin, ce ne furent pas les Bagdadis qui renversèrent le tyran, mais les forces d'occupation étrangères). Le 12, la déliquescence du régime et l'inertie policière des forces militaires américaines (au prétexte que les forces militaires américaines ne sont ni formées ni préparées à maintenir l'ordre dans une ville) laissaient place à une anarchie «spontanée», à des scènes de saccage et de razzias «spontanément» commises par des bandes de pillards elles aussi «spontanément» organisées. Tout cela conduisait, deux jours plus tard à peine, à un premier accord de coopération entre d'anciennes forces de l'ordre du régime baasiste (police, services de renseignements...) et le commandement américain.

La traque des principaux dirigeants du régime commençait; l'organisation d'une administration militaire et civile américaine sur l'Irak se mettait en place, de même que celle des anciens courants des oppositions à Saddam Hussein dans un imbroglio de rivalités ethniques, idéologiques, religieuses et personnelles. La répression des premières manifestations d'hostilité à la présence occidentale faisait une douzaine de morts.

## Les enseignements de la 2<sup>ème</sup> guerre du Golfe : hypothèses

Quels enseignements à chaud tirer de cette effroyable guerre? Quel jugement porter sur ce sinistre conte militaire par lequel nous sommes entrés dans le XXI<sup>ème</sup> siècle? Les analyses développées ici sont, car elles ne peuvent que l'être, hypothétiques. Quand tant d'informations fausses, truquées, manipulées, construites, déconstruites et reconstruites, circulent; quand surtout, aussi peu de faits avérés et décisifs sont disponibles, l'opinion que l'on se fait du présent ne peut qu'être conjecturale, fondée sur les quelques éléments plausibles communiqués et les hypothèses fragiles que l'on peut déduire de l'enchaînement (ou du non-enchaînement) des événements entre eux. Comme dans toutes les époques troubles et troublées, et peut être plus encore qu'à aucune autre époque trouble et troublée, c'est dans ses égouts, que se fait et de défait l'histoire - dans des madrépores sanglants et nauséabonds qui nous sont et nous resterons durablement inaccessibles.

Les journées des 2 et 3 avril semblent constituer l'une des clefs de compréhension de la 2<sup>ème</sup> guerre du Golfe, moins par elles-mêmes que par les deux phases assez distinctes qu'elles dessinent dans les opérations militaires: celle de la résistance relativement opiniâtre des bases (militaires et démographiques) réputées les plus fragiles du régime irakien et celle de l'effondrement, de la disparition et de l'évaporation des ses bases (militaires et démographiques) réputées les plus solides.

récioproques. Du point de vue des Etats-Unis, cette 2<sup>ème</sup> guerre du Golfe semblait répondre à l'objectif d'organiser le contrôle de l'espace, des populations et des ressources irakiennes en collaboration avec un régime qui leur serait soumis - et non qui adopterait, tel que le fit Saddam Hussein pendant plus d'une décennie, une «posture» de défi et d'opposition. Il est absolument impossible ici, de développer plus en détail les raisons, les modalités et la signification générale de l'organisation d'une telle collaboration dans le cadre du système mondial capitaliste qui est en train d'émerger - pas plus que le rôle symbolique que peuvent jouer un Saddam Hussein, un Oussama Ben Laden, un Ariel Sharon, un Kabila, un Poutine ou un conflit israélo-palestinien dans un tel système. On dira ici simplement ceci, qu'exactement à l'inverse de ce qu'affirmaient les responsables américains - «le départ de Saddam Hussein aura pour conséquence l'effondrement du régime» - «le départ de Saddam Hussein était la condition de la pérennité du régime». Celui ci connaîtra certes quelques aménagements marginaux mais restera pour l'essentiel ce que les Etats-Unis ont besoin qu'il soit: un régime de contrôle militaire et policier dans cet espace géographique de la planète! (rappelons au passage que cela fait un quart de siècle que l'état d'exception est devenu la règle et que dure la suspension des libertés politiques dans cet autre grand régime démocratique qu'est l'Egypte!)

On peut donc émettre l'hypothèse que la 2<sup>ème</sup> guerre du Golfe visait, en définissant le rapport des forces militaires effectif entre les armées américaines et irakiennes, à déterminer à quelles concessions réciproques les pouvoirs en conflit, le vassal et le suzerain, seraient contraints de procéder. Le régime irakien savait qu'il ne pouvait qu'être défait par la puissance militaire américaine, puisque d'une part il ne reposait sur aucune base populaire réelle et que d'autre part il ne pouvait bénéficier d'aucune base arrière (à la différence de la guérilla Viet-Minh ou des moudjahidins afghans en guerre contre l'Union Soviétique). La relative «prévenance» des armées américaines à l'égard des civils fut effective, non pas d'abord pour des raisons humanitaires mais essentiellement pour éviter que la brutalité guerrière ne cristallise inopinément une résistance populaire à l'invasion étrangère (C'est la barbarie allemande elle-même qui pendant la seconde guerre mondiale suscita la résistance acharnée à son invasion, tout particulièrement en Union soviétique).

La résistance du régime irakien pendant les dix premiers jours du conflit montra aux responsables politiques



L'appareil d'Etat, militaire et politique, américain n'a jamais cherché à abattre et surtout démanteler le régime tyrannique irakien; régime dont il a été et est resté l'un des principaux artisans et avec lequel il a entretenu de solides intérêts

américains que leur victoire serait chèrement acquise et lourde à payer. Le journal Libération notait ainsi que durant ces 10 premiers jours les Américains avaient perdu en moyenne 5,5 soldats par jour, rappelant qu'au Viêt-Nam ils avaient perdu 12,5 par jour pendant toute la durée du conflit. Et ce, encore une fois, avant qu'ils n'aient pénétré dans les villes et qu'ils n'aient affronté les divisions irakiennes les mieux formées et les mieux armées. Il est donc probable que les Etats-Unis furent amenés à négocier avec certains secteurs du régime irakien et à accroître leurs concessions pour que, dans un second temps, la Garde républicaine ne livre pas la bataille acharnée que craignaient les responsables du Pentagone.

Les symboles du régime pouvaient s'effondrer, une partie de ses bases restait en place, et pouvait reprendre ses missions de police. La désignation des 55 dirigeants irakiens à abattre ou capturer - plus grotesque qu'abjecte - dessinait surtout en creux les milliers de cadres (politiques, policiers, pénitentiaires, militaires ou financiers) et les dizaines de dirigeants du régime qui a contrario allaient poursuivre leurs activités et continuer d'exercer leurs fonctions dans des conditions extérieures quelque peu renouvelées et dans un esprit très proche de ce qu'il était sous Saddam Hussein. Moins de deux semaines après la guerre, on évoquait déjà la «normalisation». Les Bagdadis reprenaient le chemin du travail et les services publics étaient remis en marche comme si de rien n'était...

Combien de dirigeants irakiens seront capturés pour symboliquement justifier la victoire occidentale ? Lesquels ? On ne peut bien sûr le dire aujourd'hui mais l'essentiel - comme pour Ben Laden, comme pour les organisations terroristes - c'est qu'une partie d'entre eux soit toujours en fuite pour justifier l'espèce de course poursuite militaire et policière mondiale qui caractérise désormais la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis - et de la plupart des puissances étatiques de la planète dont bien évidemment la France de Jacques Chirac.

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "Alternative Libertaire", nous publions ci-dessous des extraits de deux entretiens, l'un avec un militant espagnol, l'autre avec un militant italien, parus dans le n°117 (avril 2003) de ce mensuel.

Le mensuel "Alternative Libertaire" (Site : [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org) Abonnement : 23 euros pour 11 numéros. Chèque à l'ordre d'"Alternative Libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20) est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

## Mouvements sociaux en Espagne et en Italie

**Extrait d'un entretien avec Angel Bosqued, secrétaire aux relations extérieures de la CGT espagnole (anarcho-syndicaliste), qui s'est déroulé le 17 mars 2003.**

*AL : Existe-t-il une implication particulière des syndicalistes et plus particulièrement de la CGT pour mobiliser contre la guerre dans les entreprises et combattre la position du gouvernement Aznar ?*

**AB :** (...) Il est sûr que l'opposition à la guerre ne serait pas aussi vive si le gouvernement Aznar n'avait pas pris aussi ouvertement fait et cause pour Bush. (...) Les syndicats affiliés à la Confédération européenne des syndicats (en fait les Commissions ouvrières et l'UGT proches du Parti socialiste) s'efforcent de canaliser les masses, ce qui n'empêche pas le discours critique de progresser chaque jour un peu plus.

La CGT a élaboré des campagnes de sensibilisation à travers des tracts et des autocollants. Mais pas plus que les autres syndicats alternatifs nous n'avons réellement organisé de campagnes d'assemblées sur les lieux de travail. A la CGT, nous voulons créer une dynamique de grève générale, mais nous nous heurtons, en plus de la faiblesse de la prise de conscience, aux barrières légales - on ne peut convoquer de grève sans préavis de 10 jours - et économiques - décompte d'une journée de travail - qui limitent beaucoup les possibilités de succès. (...)

*AL : Comment analyses-tu la crise de la représentation en Espagne ? Penses-tu que la protestation antiguerre peut déboucher sur une crise politique et qu'il soit possible de transformer la guerre impérialiste en offensive sociale anticapitaliste ?*

**AB :** Nous ne voulons pas une simple démission ou un changement de gouvernement, mais une remise en cause de tout le modèle politique et social dominant. Et on ne va pas vers cela. Il est très possible que lors des élections municipales de mai 2003, ceux qui votent présenteront la facture au Parti populaire d'Aznar. Mais les nouveaux édiles travailleront tout autant au service du capital. L'enjeu pour la gauche critique est de renforcer sa position pour imposer l'idée d'un gouvernement de coalition au PS. Les mouvements sociaux sont divisés entre ceux qui espèrent en la voie électorale et ceux qui veulent la transformation du modèle dominant.

**Extraits d'un entretien en date du 17 mars 2003 avec Donato Romito de la Federazione dei comunisti anarchici.**

*AL : Existe-t-il une implication particulière des syndicalistes et plus particulièrement de la CGIL (équivalent de la CGT française) et des syndicats de base pour mobiliser contre la guerre dans les entreprises et combattre la position du gouvernement Berlusconi, qui soutient Bush.*

**DR :** Le mouvement syndical est fortement impliqué. (...) La CGIL s'est prononcée pour le déclenchement de la grève générale dès le début des bombardements.

Les syndicats de base ont appelé à la grève générale 48 heures après le début des bombardements, malgré l'interdiction mise en avant par le gouvernement (...). L'USI-AIT (anarcho-syndicaliste) a organisé un comité permanent contre la guerre à la fin de l'automne 2002

*AL : Comment analyses-tu la crise de la représentation en Italie ? Penses-tu que la protestation antiguerre peut déboucher sur une crise politique et qu'il soit possible de transformer la guerre impérialiste en offensive sociale anticapitaliste ?*

**DR :** Un sentiment d'opposition sociale au gouvernement Berlusconi s'affirme progressivement, mais il ne faut nourrir trop d'illusions à son propos. Le gouvernement n'est nullement ébranlé au Parlement et poursuit son travail de déstructuration et de démantèlement de la société italienne. Alors que le mouvement antiguerre descend dans la rue, le gouvernement a fait passer la loi de contre-réforme de l'école, la loi sur la totale flexibilité du marché du travail et s'apprête à faire de même sur les retraites et sur les licenciements. Le combat social est très dur, et les conditions d'ouverture d'une crise politique au sein de la majorité actuelle n'existent pas. (...)

La radicalisation du mouvement passe par la prise de conscience du lien existant entre capitalisme et militarisme, entre la lutte pour la paix et la lutte contre le capitalisme. C'est à cela que doivent travailler les anarchistes et les libertaires.

# La décentralisation, prélude à la privatisation de l'Education Nationale

Le texte de Nico Hirth que nous publions pages 7 et 8 (et déjà publié dans "Azimuts", bulletin de Sud-Education de Clermont-Ferrand, 2 bis rue du Clos Perret 63100 CLERMONT FERRAND) poursuit et précise les analyses engagées dans ACC sur la politique de démolition sociale du gouvernement, plus particulièrement sur celle relative à la décentralisation et la réforme de l'Etat – les deux étant liés puisque selon la raffarinade consacrée «la décentralisation est le levier de la réforme de l'Etat». (cf. vers un Etat post-fordiste, ACC n° 141).

A travers l'exemple de la Belgique, le texte de Nico Hirth s'attache à déterminer le sens, la portée et les effets que revêt la «décentralisation» du secteur très particulier de l'action publique de l'Etat qu'est l'Education. Ses analyses constituent un arrière plan théorique pour entrevoir la signification profonde de la réforme de l'Education Nationale que la droite organise à travers notamment le transfert d'une partie de ses missions et de ses personnels aux collectivités territoriales.

## Incohérences et inepties d'une réforme

On pourrait bien sûr ironiser sur les incohérences, les inepties et scandales de certaines décisions déjà annoncées. Le transfert des personnels techniques (TOS) vers les départements et régions qui ne les souhaitaient pas – même les ultra-libéraux Longuet (Lorraine) ou de Rohan (Bretagne) sont hostiles aux conditions abracadabrantesques de ce transfert. Ainsi, le personnel technique n'étant plus rattaché à l'Education Nationale de quelle autorité hiérarchique dépendra-t-il ? De quel droit Provisseur ou Intendant leur donneront-ils des ordres puisque statutairement ils relèveront d'une autre autorité ? A moins bien sûr de nommer dans chaque établissement un représentant hiérarchique de la collectivité territoriale, une sorte de commissaire du «peuple régional» dans les lycées et de commissaire du «peuple départemental» dans les collèges pour faire marcher droit les TOS – en attendant bien sûr la privatisation de tout ce petit monde ! Car la fonction publique territoriale n'est que l'antichambre d'une externalisation au secteur privé des personnels et missions. En effet, les marchés en question (entretien des bâtiments et restauration scolaire) constituent un manne gigantesque pour des multinationales en quête de revenus captifs. De plus, le recours à des sociétés de service utilisant du personnel précaire limitera d'autant les capacités de résistance syndicale de l'Education Nationale.

On transfère la médecine scolaire (à l'exception notoire des infirmières scolaires !...) On transfère surtout les conseillers d'orientation à l'administration régionale dans le but d'adapter leurs missions au marché régional de l'emploi. Sans même entrer dans le débat de la conception étriquée et dénaturée de l'orientation que véhicule une telle décision, comment ne pas ironiser sur la double absurdité d'une qualification régionale du marché de l'emploi. Absurde bien sûr car comment prétendre que les questions emploi-formation ont une quelconque homogénéité régionale. Et pourquoi pas un marché départemental de l'emploi ? cantonal ? communal ou intercommunal ? En quoi la région constitue un espace pertinent

des questions de l'emploi quand on observe les disparités qui peuvent exister en Rhône Alpes ou tout simplement en Lorraine entres anciens bassins sidérurgiques, vallées vosgiennes et plaines meusiennes ? Absurde surtout car la vulgate néo-libérale répète à tour de bras que le marché de l'emploi ne cesse de s'étendre - il s'euro-péanise, s'internationalise, se mondialise - et que c'est pour cela qu'il exige des travailleurs une mobilité géographique inconditionnelle!...

A cela s'ajoute la fin brutale et le renvoi sans autre forme de procès des emplois-jeunes - aussitôt remplacés par d'autres personnels plus précaires encore, les aides-éducateurs; la mort programmée des surveillants; les annonces répétées, démenties pour être mieux reconfirmées des réductions de poste. Alors que nos gouvernants, de quelque étiquette qu'ils soient, réaffirment la nécessité de restaurer l'autorité à l'école. Et ce serait possible en diminuant le nombre d'adultes dans les établissements ?!?

Derrière le caractère hâtif et désordonné de ces démantèlements, il y a peut-être l'urgence d'une gesticulation réformatrice d'un Raffarin en panne dans les sondages; et certainement aussi le maquillage malhabile des comptes publics pour faire accroire à Bruxelles une baisse des dépenses de l'Etat et de ses déficits. (Mais ce que l'Etat ne dépensera plus, ce sont les collectivités qui le dé-

penseront; et à ce que l'Etat continuera de prélever s'ajoutera ce que les collectivités prélèveront en plus. Comme toujours, la grande politique libérale de baisse des impôts se traduira par une augmentation des prélèvements sur le salariat, en l'espèce les impôts locaux).

On ne saurait néanmoins en rester à ces considérations conjoncturelles et à ces quelques remarques ironiques – car ce qui est en jeu est néfaste, viscéralement néfaste, triplement néfaste.

## Une réforme triplement néfaste

D'abord car l'Education Nationale - en dépit de toutes les critiques qui peuvent et doivent lui être adressées, reste encore réfractaire aux tendances lourdes de l'idéologie libérale et conserve pour l'instant une certaine capacité d'organisation et de mobilisation syndicales (cf. la démission d'Allègre). C'est pourquoi, quelle que soit son obédience partisane, les ministres de l'Education Nationale n'ont qu'une obsession : mettre au pas ce «repère» de gauchistes et faire marcher droit ce qui reste de profs rebelles. A cet égard, derrière le slogan d'une plus grande autonomie des chefs d'établissement, se dissimule l'exigence constante du pouvoir central de renforcer de manière abrupte les rapports hiérarchiques au sein de l'administration scolaire en donnant aux Provisseurs un réel pouvoir sur le corps enseignant.

Ensuite, car le mouvement de décentralisation contribuera à accroître les inégalités territoriales. Non pas principalement, comme on l'entend trop souvent, entre les régions (même si ce phénomène existera selon leurs capacités financières respectives), mais surtout à l'intérieur de chaque région, à l'intérieur de chaque département. Chacun d'entre eux aura en effet à cœur de valoriser ses «filières et établissements d'excellence» et se résignera (plus ou facilement) à la dégradation de ses «filières et établissements» de relégation. Mais tout cela est au fond bien dans la logique du capitalisme marchand, puisqu'il convient simplement d'organiser, sur le marché de l'éducation, la concurrence entre établissements scolaires. Les «il y a toujours plus élitistes que nous» et les «il faut bien rester dans la course»



continueront de justifier les politiques scolaires les plus inégalitaires. La décentralisation ne fera que les renforcer pour les deux raisons particulières suivantes: d'une part les régions n'ont ni les moyens, ni la volonté de dessiner une géographie de la cohésion sociale sur l'espace qu'elles gèrent ; d'autre part les pratiques des élus locaux ne peuvent, dans les conditions électorales actuelles, qu'être marquées par le clientélisme et des formes modernes de féodalité.

Enfin, et surtout, car les dispositions de décentralisation de certains piliers du ministère de l'Education Nationale laissent apparaître crûment sa visée essentielle. C'est le sens même de l'action éducative d'une administration publique qui est dénaturée. Il ne s'agit plus d'éduquer des enfants, d'instruire des élèves, d'enseigner des disciplines; il s'agit désormais de transmettre des compétences, prescrire des savoirs, savoir-faire et savoir-être, mesurer des items et évaluer des compétences. Il ne s'agit plus de former; il s'agit de formater – et formater selon les besoins d'un marché décrété régional de l'emploi. D'où l'insistance de certaines instances régionales de contrôler tout au long de la chaîne la formation professionnelle: de l'école à l'université en passant par la case obligée ANPE. Ce qui conduira à la mise en œuvre des politiques de formation erratiques et à courte vue. On peut ainsi sans peine prévoir que si du jour au lendemain une quelconque multinationale sud-coréenne venait, à coups de subventions publiques et mesures défiscalisées, à implanter une quelconque chaîne de production dans une quelconque localité hexagonale, il faudra, toute affaire cessante, former sur le champ le personnel ad hoc qui, du jour au lendemain, quand elle décidera unilatéralement de fermer ses portes, se retrouvera sans perspectives d'emploi ni de reconversion professionnelle.

Dans le transfert des personnels de l'Education Nationale aux collectivités locales, une attention toute particulière doit donc être portée aux conseillers d'information et d'orientation et à leurs missions, car leurs vont évoluer le plus rapidement et le plus profondément. A l'interface de l'école et de l'entreprise, leur mission d'information consistera à faire entrer les entreprises dans l'école et l'école dans les entreprises; à l'interface de la formation et de l'emploi, leur mission d'orientation se traduira par l'orientation des élèves vers les filières de formation existantes localement elles-mêmes orientées en fonction des filières d'emploi disponibles. L'orientation se résumera à un aiguillage professionnel précoce des élèves pour en faire de bons salariés «flexibles et malléables», autrement dit «taillables et corvéables à merci» dans le cadre d'une économie capitaliste mondialisé.

## Une autre école est possible

Ce ne sont là que quelques remarques rapides sur ce que dessinent les réformes en cours et qui se résument aux 3 objectifs énoncés précédemment: mettre au pas les profs; accentuer les inégalités scolaires par des logiques socialement élitistes; formater les enfants le plus tôt. Certes, une fois de plus, il faut bien reconnaître que les orientations ministérielles de la droite sont dans la continuité de celles des gouvernements de gauche; qu'elles ne font que les accélérer et les intensifier. Luc Ferry n'a, pour l'essentiel, que repris les propositions contenues dans le rapport que Pierre Mauroy a remis à Lionel Jospin sur la décentralisation de l'Education Nationale.

Les luttes qui s'engagent ne seront pas faciles à mener (mais, en est-il de faciles ?), car l'idée selon laquelle l'école doit préparer à l'emploi et que la formation scolaire est essentiellement une préparation professionnelle est largement répandue, vraisemblablement majoritaire au sein de la société. La brutalité et les maladresses du gouvernement ouvrent peut être un espace dans lequel, en partant du statut des personnels, de l'organisation administrative et de la gestion interne du ministère, il sera possible de poser collectivement la question du sens de l'éducation publique, de ses objectifs et de ses pratiques pédagogiques. Les deux slogans de la 3<sup>ème</sup> gauche – «L'éducation n'est pas une marchandise», «une autre école est possible» - n'auront de portée pratique que s'ils accompagnent une réelle volonté de transformer la société dont l'école n'est qu'un rouage.

**Autre régression en cours à l'Education Nationale: la mise en cause de la laïcité. On l'observe dans toutes les académies. En Alsace, le nouveau recteur se sent investi d'une mission sur le sujet. Dans la revue "Ecole Emancipée" (Catherine Dumont 14 Place de la Basse Vieille Tour 76000 ROUEN Tél/Fax : 02 35 07 32 19) de mars 2003 on peut lire des textes de protestation de groupes d'Aix-Marseille et de Gironde. Nous publions ci-dessous un de ces communiqués**

## Défense de la laïcité en éducation

Le Groupe girondin de l'Ecole Emancipée dénonce la tenue de la conférence "**L'enseignement du fait religieux**" le mercredi 19 mars 2003 à l'auditorium de l'Antenne IUFM de Bordeaux Caudéran.

Que la doyenne de l'inspection générale de Philosophie couvre de sa cape institutionnelle les saintes visées d'un ministre et d'un intellectuel des princes (R. Debray) prouve le dévoiement opéré à l'encontre du principe de laïcité qui est censé guider l'éducation nationale.

Comment, alors que l'épistémologie n'a pas droit de cité dans la formation des enseignants, quand l'histoire des disciplines scolaires ne donne lieu à aucune formation systématique, quand la formation de l'enseignant n'ouvre qu'à une portion congrue de présentation des méthodes pédagogiques et très rarement à l'exposé des pédagogies progressistes, notamment coopératives, institutionnelles, socialistes et libertaires, quand l'histoire de la laïcité comme principe institutionnel de l'école ne donne lieu à aucun enseignement obligatoire, comment se fait-il, donc, qu'on veuille imposer l'enseignement du fait religieux comme point nodal de la formation d'enseignants laïques ? Le groupe girondin dénonce cette dérive spiritualiste partisane.

Ajoutons, aussi, que l'envoi de cette invitation à une liste de destinataires discrétionnairement établie pour assister à cette conférence prouve :

1 - que c'est à l'intérieur de chaque champ disciplinaire que le gouvernement a décidé de porter l'attaque anti-laïque (en effet, ce sont des formateurs de toutes disciplines qui ont été invités);

2 - que l'IUFM a opéré un tri chez les tuteurs de stagiaires, puisque certains ont été invités et d'autres non: sur quels critères ?

On voit donc que l'attaque anti-laïque s'accompagne d'une obscure manipulation des formateurs et tuteurs. Et tout cela à seule fin d'insuffler aux futurs enseignants des doctrines en opposition avec l'esprit laïque et d'installer un enseignement déguisé des religions qui n'a pas sa place dans l'Ecole laïque.

Avec le centenaire des aumôneries à Mérignac, l'Académie de Bordeaux s'était déjà illustrée par sa collusion avec la sphère catholique institutionnelle en matière d'éducation. Aujourd'hui, un pas est à nouveau franchi. Pour nous, le "fait religieux" en tant que composante de la réalité sociale peut être étudié à la lumière de l'histoire, de l'histoire des arts, de la sociologie, de l'anthropologie... c'est-à-dire à la lumière de connaissances scientifiques. Le "fait religieux" peut aussi faire "objet d'une réflexion philosophique. Ces aspects sont d'ailleurs largement présents dans les programmes actuels. Le "fait religieux" doit être étudié à la lumière de... et non être étudié isolément pour devenir une discipline à part entière, ce qui s'appelle ni plus ni moins de la catéchèse.

### Groupe départemental girondin de l'Ecole Emancipée

Pour contacter le groupe départemental de l'Ecole Emancipée Gironde : Geneste Philippe, 6 impasse du Grand Oustau, 33950 Lège Cap Ferret. [p.geneste@free.fr](mailto:p.geneste@free.fr)

# “Décentralisation” rime-t-il avec modernisation ou avec marchandisation ?

Vu depuis Paris, le débat sur la décentralisation de l'enseignement pourrait sembler n'être qu'un épisode de plus dans un feuilleton ennuyeux: tous les deux ou trois ans, un (nouveau) ministre de l'Education tente de moderniser un appareil scolaire obsolète, mais il s'oppose à des enseignants désespérément conservateurs, pour qui toute réforme - sauf toutefois l'augmentation du budget de l'Education - constitue une menace intolérable contre l'école républicaine, laïque, publique, gratuite et obligatoire.

Pourtant, à l'examiner depuis Bruxelles, où plane l'ombre des institutions et des lobbies européens et où l'Etat central s'est retiré de la sphère éducative depuis plus de dix ans, la question prend soudain une dimension beaucoup plus intéressante. Remarquons tout d'abord que le mouvement de décentralisation n'est pas propre à la France. Celle-ci ne fait que rejoindre tardivement une évolution déjà bien avancée ailleurs. Dès 1994, un rapport de la cellule Eurydice sur l'éducation en Europe soulignait que «les réformes apportées à l'administration générale du système scolaire se résument principalement à un mouvement progressif de décentralisation et de délégation des pouvoirs. Pratiquement tous les pays concernés ont introduit de nouvelles réglementations qui déplacent le pouvoir de décision de l'Etat central vers les autorités régionales, locales ou municipales et de celles-ci vers les établissements d'enseignement.»<sup>(1)</sup>

Ce constat est d'autant plus remarquable que les motifs sensés justifier la décentralisation varient considérablement d'un pays à l'autre. Luc Ferry invoque l'efficacité et la lutte contre l'échec scolaire. En Belgique, la première vague de dérégulation, vers la fin des années 80, s'est faite explicitement au nom de l'austérité budgétaire. En revanche, la communautarisation de 1990 (attribution aux exécutifs flamand et francophone de toute l'autorité en matière d'enseignement) fut introduite au prétexte, si éculé mais si pratique dans notre pays, de l'autonomie linguistique. Ailleurs, aux Pays Bas par exemple, ce sont des arguments pédagogiques et de «proximité humaine» qui ont emporté la décision, alors qu'en Allemagne et en Angleterre le rejet des «bureaucraties» et la lutte pour l'élévation des «standards de qualité» semblent avoir été les

motifs principaux.

Face à des argumentaires aussi divergents pour une politique commune, on est en droit de se demander si, au-delà des discours de circonstances et des prétendues contraintes urgentes, la décentralisation ne répondrait pas à des déterminants plus profonds et plus puissants.

Depuis le milieu des années 80, les industriels réunis au sein de la puissante Table Ronde Européenne (ERT) ont commencé à déplorer que l'école soit dominée par «des pratiques administratives souvent trop rigides pour permettre aux établissements d'enseignement de s'adapter aux indispensables changements requis par le rapide développement des technologies modernes et les restructurations industrielles et tertiaires»<sup>(2)</sup>. «Dans la plupart des pays d'Europe, dit encore l'ERT, les écoles sont intégrées dans un système public centralisé, géré par une bureaucratie qui ralentit leur évolution ou les rend imperméables aux demandes de changement émanant de l'extérieur.»<sup>(3)</sup>

En 1996, la Commission Reiffers mise en place par la Commissaire européenne à l'éducation, Edith Cresson, reprenait cette idée en expliquant que c'est «par une plus grande autonomie d'acteurs responsables clairement informés des missions qui leur sont confiées que les systèmes d'éducation et de formation pourront le mieux s'adapter»<sup>(4)</sup>.

L'environnement économique qui s'est mis en place dans les années 80 et 90 est caractérisé par une très forte instabilité, un rythme élevé de mutations industrielles et technologiques, une réduction constante de l'horizon de prévisibilité économique. Ceci exige, tant de la part du système d'enseignement, que de ses «produits» - les futurs travailleurs et consommateurs -, un haut degré d'adaptabilité. Ainsi, le premier grand moteur des mouvements de décentralisation de l'école en Europe, est cette volonté commune de se doter d'un système d'enseignement plus flexible qui, par son autonomie et par le jeu de la concurrence, tendra à s'adapter plus rapidement et plus spontanément aux besoins changeants de la production et des marchés.

En Belgique, par exemple, la communautarisation de l'enseignement a été suivie d'une longue série de mesu-

res visant, dans chacune des communautés linguistiques, à augmenter cette capacité d'adéquation de l'école aux besoins économiques: réorganisation de l'enseignement supérieur en Hautes écoles autonomes et concurrentielles, création de commissions de programmes à participation patronale pour l'enseignement technique et professionnel, réforme des programmes du primaire et du secondaire dans le sens d'un remplacement des savoirs par des compétences instrumentales, autonomie croissante des établissements d'enseignement à tous niveaux, etc.

Autre souci commun aux pays européens: la volonté de diminuer les budgets d'enseignement ou, à tout le moins, d'en freiner la croissance. En effet, l'exacerbation des luttes concurrentielles impose une spirale de «défiscalisation compétitive» et réduit ainsi les marges de manoeuvre budgétaires des Etats. Là encore, la décentralisation de l'enseignement est utile puisqu'elle per-



met réaliser plus facilement des économies. Non qu'une vingtaine de petites administrations seraient moins onéreuses qu'une grande. Mais il est assurément plus facile d'imposer des mesures de restriction à l'échelon local qu'à l'échelon national: on peut mieux les cibler et on évite les grands mouvements de résistance.

Ici aussi, l'expérience de la Belgique est particulièrement éclairante. Le premier effet de la loi de communautarisation fut de programmer une diminution progressive des dépenses d'éducation en termes relatifs (en pourcentage du PIB). Les réductions de personnels et de moyens qui en ont découlé ont, très intelligemment, frappé les Communautés flamande et française de Belgique en phase alternée: un coup au Nord, un coup au Sud. En 1990 et 1996, les professeurs francophones ont effectué deux grèves de plusieurs semaines. En vain, car leurs collègues flamands étaient en classe. En 1994 et 2000, ce fut au tour des éducateurs et des enseignants flamands d'arrêter le travail et cette fois les francophones furent en défaut de solidarité.

Dans une interview accordée au Monde de l'Education, Anne-Marie Comparini, présidente de la région Rhône-Alpes, reprend à son compte ces deux objectifs majeurs de la décentralisation: flexibiliser le système et le rationaliser. «*La régionalisation, la décentralisation, dit-elle, sont une nécessité. D'abord pour une raison qui tient à l'efficacité: le centralisme en vigueur dans notre pays coûte cher. Ensuite (parce que) nous devons répondre à des attentes nouvelles qui ne peuvent être prises en compte qu'à l'échelon local*»<sup>(5)</sup>. On pourrait s'interroger: quelles sont donc ces «attentes nouvelles» qui nécessiteraient, aujourd'hui plus qu'hier, d'être gérées à l'échelon local? La culture commune que l'école doit faire partager serait-elle plus «locale» en 2002 qu'elle ne l'était en 1900? Les élèves de Marseille seraient-ils, aujourd'hui, plus différents de ceux de la région parisienne qu'ils ne l'étaient il y a cinquante ou cent ans? Non. Les «attentes nouvelles» ne se traduisent pas en contenus spécifiques mais en pratiques très particulières: partenariats et échanges avec les entreprises, développement de compétences et attitudes qui importent à «l'employabilité» des jeunes, processus d'orientation active, etc.

En conclusion, Anne-Marie Comparini se dit «favorable à un transfert complet et sans restric-

tions de compétences qui sont aujourd'hui du domaine de l'Etat(...) en transférant les moyens financiers et les ressources humaines». Venant de la présidente de la troisième plus riche région de France (en PIB/habitant, après l'Île de France et l'Alsace) ces propos ne sont pas vraiment étonnants. Car le transfert de moyens financiers qu'elle propose entraînera inévitablement un accroissement des inégalités entre régions. Là encore, la Belgique en a fait l'amère expérience. Les deux communautés linguistiques reçoivent certes des dotations budgétaires équivalentes (en fonction du nombre d'élèves) et toutes deux ont souffert des réductions de moyens consécutives à la décentralisation. Mais pas de manière égale: la Flandre, plus riche, a pu compenser une partie des pertes grâce à sa fiscalité propre et aujourd'hui l'enseignement francophone accuse, dans tous les domaines, un retard par rapport à l'enseignement flamand. Et comme vient d'en témoigner l'enquête PISA de l'OCDE, l'inégalité ne grandit pas seulement entre les deux régions. Elle croît également à l'intérieur de chacune d'elles. C'est là le résultat, entre autres choses, des politiques dérégulatrices dont l'autonomie accrue permet d'accélérer la mise en oeuvre.

Peut-on au moins espérer que ce danger de voir grandir la fracture sociale à l'école suscitera la mobilisation des gouvernants? Après tout, même en bonne logique de soutien à la compétition économique, il y a intérêt à instruire

le plus possible tous les citoyens-producteurs. Détrompez-vous.

L'évolution duale du marché du travail (25 % des créations d'emplois concernent des diplômés d'université, mais 65% ne réclament que des travailleurs non qualifiés) rend moins urgente, voire obsolète, la quête de démocratisation de l'enseignement ou la poursuite du mouvement de massification des années 50 à 80. Dès lors, l'augmentation des inégalités sociales dans et devant l'école n'est pas une «déplorable conséquence secondaire» du mouvement de décentralisation, mais elle constitue le troisième volet de la mise en adéquation des systèmes éducatifs avec les «exigences» de la très mal nommée «société de la connaissance».

En France comme ailleurs, les débats sur des questions aussi importantes que la décentralisation, l'autonomie des écoles, l'innovation pédagogique ou l'utilisation didactique des technologies de l'information et de la communication sont fondamentalement viciés. Il est impossible de les trancher sans prendre en compte le puissant contexte global, qui est fait de dérégulation, de dualisation sociale, de réduction des budgets et de pressions allant dans le sens de l'instrumentalisation économique de l'école.

C'est ce contexte qui permet de comprendre pourquoi la décentralisation, qu'elle ait lieu en France ou ailleurs, qu'elle soit le fait d'un ministre de gauche ou de droite, doit nécessairement aller dans le sens d'une perte de qualité de l'école publique et, à terme, d'une marchandisation du système éducatif.

Nico HIRT

enseignant en Belgique, auteur de plusieurs ouvrages sur les systèmes éducatifs face au libéralisme.

## D'OÙ PEUT BIEN VENIR CETTE VIOLENCE DANS LES ÉCOLES?



1) Eurydice, Dix années de réformes au niveau de l'enseignement obligatoire dans l'union européenne (1984-1994).

2) Table Ronde des Industriels Européens, 1989, op. cit., p. 7.

3) Table Ronde des Industriels Européens, 1995, op. cit., pp. 11-12.

4) Reiffers Jean-Louis, Accomplir l'Europe par l'éducation et la formation, rapport du groupe de réflexion sur l'Education et la Formation, décembre 1996

5) Le Monde de l'Education, octobre 2002



# Le Capital contre l'emploi

La guerre d'agression de Bush et de son valet Blair contre l'Irak aura eu pour effet, entre autres, d'occulter en grande partie les mouvements de lutte contre les fermetures d'entreprise, les licenciements, actions qui se sont manifestées avec une grande détermination comme l'ont montré par exemple celles des travailleurs d'ACT Manufacture à Angers ou encore de Daewoo dans le bassin de Longwy, depuis l'automne dernier.

Les suppressions d'emplois, les plans sociaux se sont succédés à un rythme jamais vu jusqu'alors sous prétexte de perspectives économiques incertaines affectant tant les Etats-Unis que l'Europe. L'Etat-patron non plus n'est pas en reste: privatisation, casse des services publics, traduction dans les faits de la volonté de la droite néo-libérale de déréglementer et de s'attaquer aux acquis sociaux obtenus de haute lutte depuis plus de cinquante ans, progressivement rognés et que, maintenant, elle veut voir à jamais disparus. Le MEDEF<sup>(1)</sup> et le gouvernement marchent main dans la main pour le plus grand bonheur des grands patrons et le malheur des salariés devenus de simples klee-nex ou, pour le mieux, basculés dans la précarité et pour qui "joindre les deux bouts" devient un exercice d'équilibre de plus en plus ardu. Bref, le capitalisme montre aujourd'hui, avec le plus grand cynisme, ce dont il est capable. Malgré le silence assourdissant des media qui, s'ils "n'oublent pas" totalement ces luttes pour l'emploi n'en présentent tout au plus que de brèves séquences surtout lorsqu'il y a "fait divers", comme par exemple l'incendie à Daewoo Orion, les travailleurs touchés par la brutalité de l'arrêt de leur outil de travail, qu'ils soient de la métallurgie, du textile ou d'autres secteurs de la production, après des luttes dures dans leurs propres entreprises, ont vite compris que les combats séparés dans l'espace (sites régionaux s'ignorant) et le temps (luttes successives indépendantes) ne pouvaient peser que d'un poids limité sur la politique de casse de l'emploi menée conjointement par le patronat et le gouvernement.

C'est pourquoi, à l'initiative notamment des salariés de Daewoo Orion, ACT Angers, Lu Danone, s'est développée l'idée de la construction de convergences de lutte et de solidarité. Diverses réunions ont fait suite à celle qui s'est tenue en février à Daewoo et ont abouti à un **"Appel pour l'unité d'action contre les suppressions d'emploi et la précarité"**, signé par les syndicats des entreprises concernées et par des collectifs de précaires appartenant pour beaucoup au secteur public, éducation en particulier. Leur première action commune a été de prendre la tête du cortège lors de la manif impulsée par la CES à Paris le 21 mars, ce qui ne se fit pas sans mal devant l'opposition du service d'ordre CGT-CFDT, craignant manifestement les réactions de la base.

Certes il peut y avoir quelques ambiguïtés dans cette expérience de convergence (formes et priorité de la lutte: action ou juridisme), mais celle-ci a au moins le mérite d'exister. Pour des salariés confrontés à la perte de leur emploi, se rencontrer et débattre, dans une période pas forcément favorable, démontre leur besoin d'unité dans l'action puisque tous ont le même objectif. Une seconde manif nationale était envisagée pour le 26 avril.

**Nous livrons ci-contre le texte de cet appel.**

*(1) MEDEF : contrairement à l'assertion courante il faut entendre par ce sigle "Mouvement d'Eradication Définitive des Emplois en France".*

## Appel pour l'unité d'action contre les suppressions d'emplois et la précarité.

ACT, DAEWOO, METALEUROP, LU-DANONE, GRIMAUD : le patronat continue à licencier à tour de bras, sacrifiant des dizaines de milliers de travailleurs sur l'autel du profit. Toucher les primes à l'installation, profiter des exonérations et des subventions publiques le plus longtemps possible, délocaliser pour exploiter d'autres travailleurs à moindre coût, transférer une masse de capitaux de plus en plus important dans la spéculation financière : c'est ça **la politique du patronat**, qui n'hésite pas à employer pour ce faire les pires méthodes mafieuses;

Cette politique engendre inévitablement des conséquences financières dramatiques sur les collectivités locales et met à mal la pérennité et la qualité des services publics de proximité. De son côté, l'Etat-patron restructure, privatise, supprime des milliers d'emplois : France Télécom, La Poste, la Banque de France, la SNCF...; les conditions de travail sont désastreuses et le dernier projet du gouvernement de transformer les Entreprises Publiques en Société Anonyme annonce de nouveaux plans sociaux pour demain !

D'ailleurs cet Etat agit aussi comme les patrons puisqu'il a décidé que les dizaines de milliers d'emplois jeunes dans les différents services publics (Education Nationale, collectivités territoriales...) ne seront pas titularisés à leur terme. Et en plus, il supprime le statut d'Etudiant/Surveillant qu'il remplace par un statut précaire et flexible: les assistants d'éducation.

Et, parallèlement à toute cette casse, patronat et Etat se serrent les coudes pour mettre en œuvre une offensive généralisée visant à accentuer la précarisation et à casser les acquis sociaux arrachés par les Travailleurs au fil des luttes antérieures (retraite, assurance chômage...).

Dans le même temps enfin, ils accentuent la répression contre le mouvement syndical à l'intérieur des entreprises à l'intérieur des entreprises et dans l'ensemble de la société contre les mouvements de résistance au développement de l'injustice et de la violence sociale (lois LSQ-LSI).

**Dans ce contexte, nous devons, en plus de continuer à résister et à rendre les coups boîte par boîte (privé, public), construire les nécessaires convergences de luttes qui nous permettront d'imposer une alternative à la politique antisociale menée conjointement par le patronat et le gouvernement. C'est uniquement de cette façon que nous pourrions gagner et ouvrir des perspectives de changement de société.**

C'est pourquoi, depuis plusieurs semaines, des salariés de plusieurs entreprises ou services publics (avec leurs organisations syndicales) confrontés au sale travail de décomposition sociale du patronat et de l'Etat ont entrepris, **dans l'unité d'action**, de construire un rapport de force, dans la durée, contre les suppressions d'emplois, la précarité et la politique de régression sociale.

Dans ce cadre, nous appelons les salariés de toutes entreprises touchées par les fermetures, des licenciements, les précaires des services publics et autres, et plus largement l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités à une première initiative interprofessionnelle (car personne ne sera à l'abri de la politique antisociale mise en œuvre par le patronat et les pouvoirs publics) en se joignant, de manière offensive, à la manifestation prévue par la Confédération Européenne des Syndicats le vendredi 21 mars à Paris, autour des mots d'ordre: **Privé-Public: unité d'action contre les suppression d'emploi et la précarité. Interdiction des licenciements et de la précarité.**

# Lutte des salariés de Daewoo : courrier d'un lecteur

**Le texte - fourni par un abonné - qu'a publié ACC dans le n° 142 sous le titre "Mondialisation : un cas concret", nous a valu un courrier d'un autre "vieil" abonné de notre bulletin, impliqué lui aussi, mais en tant que militant CGT, dans le combat qu'ont mené et mènent encore les travailleurs-euses des entreprises Daewoo en Lorraine. Il nous demande de publier ce texte - ce que nous faisons bien volontiers - qui, on le verra, apporte un éclairage quelque peu différent de celui publié en février dernier. Ajoutons que ces syndicalistes se connaissent et que ce second point de vue ne peut qu'enrichir l'information sur les luttes de Daewoo.**

Je suis un «vieil» abonné d'ACC, que je lis depuis ... qu'il s'appelait encore «Renouveau Syndical». J'apprécie beaucoup la plupart des articles que vous publiez, mais en lisant l'article de Jean-Michel Miny paru dans le numéro 142 (de février 2003), là j'ai pris la rogne! Je ne conteste pas la valeur d'exemple des conditions faites aux salariés par la mondialisation capitaliste que révèle son article sur les 3 usines lorraines de Daewoo. Par contre, je ne peux pas laisser passer les omissions, pour ne pas dire les contre-informations, avec lesquelles le camarade Jean-Michel traite des conditions concrètes de la lutte que les salariés de Daewoo-Villers-la-Montagne ont mené et de celle que continuent à mener les salariés de Daewoo-Orion à Mont-Saint-Martin. Je vous demande donc de publier mon courrier, car ces 2 expériences de lutte sont lourdes d'enseignements à tirer pour le Mouvement Ouvrier actuel.

## Pour Villers-la-Montagne :

1. citer comme une des principales actions le «mur» de micro-ondes édifié sur la place de l'hôtel de ville de Longwy-Bas, c'est faire peu de cas d'autres actions qui ont au moins autant, sinon plus, contribué à élever le niveau du rapport de force: blocage de la «4 voies» Longwy-Metz pendant une demi-journée, action des salariés à la Communauté de Communes pour interpeller l'ensemble des élus politiques locaux sur leurs responsabilités dans l'implantation des usines Daewoo sur le Bassin sans garanties sérieuses sur la pérennité des emplois... Ce n'est qu'une affaire d'appréciation, je veux bien en convenir. Mais là où ça devient plus grave, c'est :

2. quand Jean-Michel affirme que le plan social obtenu à Villers est plus correct que celui de Fameck, il oublie de dire que cette «supériorité» est toute relative, et qu'au bout du compte les salariés de Villers ne s'y sont pas retrouvés. Qu'on en juge: un congé de conversion uniquement pour les plus de 50 ans et les victimes d'accident du travail; une indemnité de préjudice limitée à 1182 euros (7000 F) par année d'an-

cienneté, avec un minimum de 1814 euros pour les salariés ayant moins de 2 ans d'ancienneté. Le tout accompagné de véritables mesures de rétorsion, telles que l'avancement de près d'un mois de la procédure de licenciement, et l'engagement des syndicats signataires à ne pas revendiquer plus !

3. et puis surtout Jean-Michel oublie de dire comment on en est arrivé là: alors que l'occupation et le blocage des produits finis «tenaient» depuis 3 jours et pouvaient être poursuivis (le roulement des volontaires était assuré, et il n'y avait pas de risque immédiat de dépôt de bilan), la CFDT présente les propositions de la direction de manière si confuse (volontairement ou non ?) que beaucoup de salariés ont cru que l'indemnité était supérieure de 14 000 F à ce qu'elle était en réalité... Puis elle fait voter la fin du mouvement aux salariés alors que tous les grévistes ne sont pas présents, et en faisant voter des non-grévistes ( qui n'ont pas à se prononcer sur un mouvement qui n'est pas le leur) ! On demande qui est pour la signature immédiate de l'accord, des bras se lèvent, on ne demande pas qui est contre, ni qui s'abstient, et l'on remonte signer... Qu'est ce qui pressait donc tant ? Pourquoi cette parodie de consultation ? EST -CE CELA LA DEMOCRATIE ?

4 Cette lutte s'est engagée avec un dynamisme qui n'était peut-être pas «au top», mais qui permettait d'envisager de maintenir le rapport de force sur plusieurs jours encore. Si elle s'est terminée «en queue de poisson», ce n'est pas la combativité des salariés qui est en cause, mais le manque de lien, pour ne pas dire le décalage entre certains représentants syndicaux (essentiellement CFDT) qui menaient les négociations et la base combative qui bloquait l'usine. Pourquoi ne pas le dire ???

## Pour Daewoo Mont-Saint-Martin:

1. Il est abusif de dire que «la CGT a brandi la menace de déverser des produits toxiques dans la rivière». Cette action a été décidée par les salariés combattifs et l'Intersyndicale CGT-FO-CFTC,

TOUS ENSEMBLE ET CONSCIENTS DE LEURS RESPONSABILITÉ. Il a fallu en arriver là pour contraindre les pouvoirs publics à s'engager à négocier un plan social au-delà du minimum légal alors que l'on s'acheminait vers une liquidation judiciaire (qui a été prononcée le 27 janvier).

2. La CFDT a certes fait une campagne de pétitions et moult délégations «appuyées d'experts»... mais elle N'A FAIT QUE CELA! Pour le reste, elle a sans cesse cherché à casser la lutte, appelant les salariés à «rester tranquilles» et à faire confiance aux «responsables» CFDT pour négocier, sans jamais proposer la moindre action susceptible de contribuer à la construction d'un rapport de force, refusant de s'associer aux actions menées par l'Intersyndicale et les salariés combattifs, et les désavouant, à l'occasion, en termes ordures («terroristes d'opérette indignes de leurs responsabilités syndicales» ...). Elle a organisé 2 consultations-bidon pour mettre fin au mouvement, la dernière en date invitant les salariés à se prononcer par correspondance (!) pour la signature d'un «plan social amélioré», alors que les propositions actuelles se limitent à un congé de conversion de 6 mois, pendant lequel 489 des salariés seront rémunérés à 5 500 F par mois! Elle vient de signer ce plan «social» en l'état, alors qu'elle n'a recueilli que 145 «oui» à sa consultation, tandis que 230 salariés se prononçaient pour la poursuite du mouvement en signant la pétition de l'Intersyndicale! Quand je dis la CFDT, il doit être clair qu'il s'agit des dirigeants locaux et de certains délégués de l'entreprise: des adhérents de base, et certains délégués aussi ont soit rompu avec leur organisation, soit, tout en gardant leur appartenance syndicale, continuent de participer aux actions en cours. Les dirigeants de l'Union Locale CFDT font passer leur intérêt «de boutique» avant celui des salariés. Leur organisation se comporte comme un syndicat-tampon entre les travailleurs et le bloc patronat -pouvoirs publics, mettant les revendications sous l'étau, et s'attachant essentiellement à démontrer que le plan social de Mont-Saint-Martin sera inférieur à celui de Vil-

lers parce que «les grandes gueules» (comme ils disent) ont préféré lutter avec l'Intersyndicale plutôt que de suivre la CFDT.

3. Par contre, l'Intersyndicale CGT-FO-CFTC fonctionne vraiment en osmose avec les salariés combattifs: circulation immédiate de toutes les informations, AG au moins une fois par semaine et, à certains moments, quotidiennes. Nous vivons là, depuis 2 mois, un grand moment d'UNITE A LA BASE et de SOLIDARITE OUVRIERE. Aucune des 3 organisations ne «tire la couverture à soi» (à la dernière manif, ce sont les copains de FO qui portaient la banderole CGT, et les copains de la CGT qui portaient celle de FO !). Ce qui est devant c'est l'intérêt des travailleurs, et derrière: TOUS ENSEMBLE !

J'écris cela en tant que militant de l'Union Locale CGT de Longwy, investi au quotidien dans la lutte des «Daewoo» depuis le début. Je l'écris en toute tranquillité, et sans intention de «régler les comptes» avec la CFDT. Connaissant l'attachement des salariés à l'Unité (ils ont raison, ceux qui disent aux syndicats: *«comment voulez-vous qu'on gagne si vous passez votre temps à vous engueuler»*), je l'écris quand même parce que je crois que la prise en compte de tels éléments peut nous servir à construire un avenir plus combatif pour le Mouvement Ouvrier. Je précise que je connais Jean-Michel Miny depuis plus de 20 ans, et que je ne mets pas en doute son honnêteté militante: je crois simplement que, là, il s'est fait abuser par les discours à géométrie variable des petits chefs locaux de la CFDT. J'ajouterai également qu'il y a aussi beaucoup à dire sur le déficit de solidarité, de pratiques convergentes et de conception stratégique dont les instances départementales, régionales et fédérales de la CGT ont fait preuve dans cette affaire...

**Gérard LAGORCE**, le  
23 février 2003

Quelque part en Corrèze, un groupe de quelques irréductibles libertaires résiste à la domination chiraquienne... C'est la ferme du Moulin de Larchat à la Roche Canillac. Ils nous ont fait parvenir un compte rendu rapide sur *«l'expérience d'autonomie et d'autogestion libertaire»* qu'ils ont entrepris il y a près de vingt cinq ans et sur les combats actuels qu'ils doivent mener contre tous ceux que l'expérience dérange et entrave : politiques et promoteurs qui ont des ambitions touristiques mercantiles pour les terres qu'occupe le moulin...

Alors si d'aventure vous passez par la Roche Canillac, n'hésitez pas à aller témoigner de votre solidarité à ce moulin en lutte.

## La ferme du Moulin de Larchat

Notre lieu passe en ce moment des moments difficiles. L'expérience collective du lieu a commencé en 1978 avec une petite équipe refusant de continuer à participer à ce système prédateur de l'homme et de l'environnement, refusant d'être ni victimes, ni complices. Le moulin de Larchat et sa vallée complètement abandonnée est un lieu qui se prête tout à fait à une expérience d'autonomie et d'autogestion libertaire par la diversité des possibilités, énergie hydraulique, agriculture, élevage... Ce n'est qu'en 1990 que s'est vraiment développée la ferme collective, sous la forme d'une coopérative de projets, «chèvres et moutons, poneys, attelage, potager et châtaigneraie». La tempête de 1999 a détruit une partie de la ferme et l'équipe commence seulement à se reconstituer (2 à 6 personnes) juste pour affronter des difficultés nouvelles. Notre choix de nous orienter vers une alternative radicale et d'opter pour une attitude «d'objection de conscience» et de «désertion» se renforce avec les événements récents de guerre et de pollution. Nous ne voulons pas être un oasis où il fait bon vivre (c'est bien aussi) mais un lieu d'expérimentation concrète de solutions alternatives et nous pensons que l'importance des mises en réseau des différentes tentatives (artistiques, artisanales, agricoles) est primordiale pour donner une dimension politique efficace. Bien sûr nous accueillons avec plaisir tous ceux qui veulent venir nous donner un coup de main...(..)

Unis à d'autres lieux, nous espérons être le maillon d'un contre-pouvoir indispensable. Nous avons rencontré de nombreuses réactions contre notre projet, cependant l'offensive qui nous touche actuellement dépasse les précédentes et peut mettre en question notre survie.

Quelques explications.

Les 6 et 7 février 2003 ont eu lieu, sur dénonciation, une série de perquisition, inspection, interrogatoires qui ne sont toujours pas terminées. Le très joli site du Moulin de Larchat attire la convoitise des touristes comme résidence secondaire ou gîtes ruraux : MAIS AVANT IL FAUT ELIMINER LA FERME !

D'où l'idée de faire déclarer *«l'ensemble du site, et de la vallée, comme incompatibles avec les normes modernes et européennes de l'élevage (sic)»*.

Nous défendons donc :

- le droit à l'autoconsommation, dans le cadre de l'association, de nos produits (ce qui est contesté)
- le droit à utiliser des techniques traditionnelles d'élevage (devenues hors norme) comme la nourriture des troupeaux en parcours (absence de SAV) etc...
- le droit à ne pas poser les boucles d'identification à l'extérieur de l'exploitation
- plus largement le droit à vivre autrement, collectivement, en harmonie avec la nature et les animaux

Il est vrai qu'après la tempête de 1999 et les inondations de 2001 nous sommes fragilisés, le moment est donc venu d'essayer de nous achever, politiquement l'élimination des lieux alternatifs et contestataires est à l'ordre du jour et Le Moulin de Larchat est complètement dans le programme.

Concrètement seul un mouvement de solidarité peut nous permettre de continuer, car aujourd'hui c'est nous et demain à qui le tour, ici au Mexique en Inde ou ailleurs.

Comment réagir ?

- Exprimez votre soutien et ce que vous pouvez apporter (contacts, aide matérielle ou financière, participation au chantier, secrétariat, amitié...)
- Réaliser des actions sur place pour montrer qu'une alternative à l'agriculture productiviste touristique est possible et indispensable (autonomie alimentaire, énergétique, redécouverte des savoirs faire, matériaux naturels, respect de la nature des animaux)
- L'action en justice dont nous ne savons pas encore le contenu exact est prévisible, peut-être faudra-t-il des conseils juridiques, écrire, manifester à voir.

Nous vous remercions de votre aide dans la lutte qui commence.

**Ferme collective du Moulin de Larchat 19320 LA ROCHE CANILLAC**

# Evian, anti G8 les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin 2003

La rencontre du G8 les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin prochains à Evian sera l'occasion d'une série d'actions et de manifestations dont ACC entend se faire l'écho et auxquelles nous souhaitons contribuer. Elles s'inscriront dans la suite des mobilisations sociales et internationales de cet hiver, en particulier celles contre la guerre en Irak.

Le déroulement des opérations militaires n'a rien changé à la détermination notre opposition à cette guerre – ses objectifs et ses conséquences. Encore plus résolument que le 15 février lorsque nous défilions contre son déclenchement, nous restons opposés à ses derniers développements : occupation de l'Irak par l'armée américaine, politique de menaces militaires érigée en mode de fonctionnement des relations entre les peuples, multiplication de crimes de la puissance impériale américaine. Et nous le manifesterons chaque fois que nous en saisissons l'occasion. Les journées apparaissent donc comme un moment particulier pour cristalliser de manière sans précédente la force du mouvement social international opposé au système capitaliste et aux criminels qui le dirigent.

Nous présentons ici brièvement quelques unes des principales initiatives de l'anti G8 et quelques uns des débats entre les différents courants qui y seront présents. Rappelons que chaque initiative particulière est sous la responsabilité du groupe qui l'organise ce qui permet de combiner autonomie de l'action et coordination du mouvement.

## La manifestation du 1<sup>er</sup> juin

La manifestation unitaire aura lieu le dimanche 1<sup>er</sup> juin à partir du matin. Elle constituera le point d'orgue d'une semaine de mobilisation qui s'étendra du 27 mai au 3 juin.

Ce G8 connaît une configuration géographique particulière. Evian est en effet un site isolé qui ne connaît que 3 voies d'accès. Cela rend quasiment impossible la pénétration dans la zone d'exclusion (comme cela avait pu être possible dans les principaux rassemblements précédents : Seattle, Gênes, Davos). S'ajoute en outre le problème du franchissement de la frontière franco-

suisse. Aussi 2 défilés devraient partir, l'un depuis la gare d'Annemasse, l'autre depuis la rade de Genève pour faire une jonction sur la frontière.



Origine de l'affiche : roman@attac.org

## Conférences et sommets alternatifs

Sous cette dénomination générale, des conférences et des discussions publiques auront lieu dans une multiplicité de localités. A noter les deux principales d'entre elles :

- Le sommet pour un autre monde, à l'initiative du CRID qui aura lieu à Annemasse
- Un tribunal de la dette à l'initiative du CADTM

## Villages alternatifs

Nous avons évoqué dans ACC ces projets de regroupements festifs durant toute la période du G8 (cf. ACC n°140 Pour un village alternatif et anticapitaliste). Deux regroupements se sont dessinés :

- le VAAG (village alternatif, anticapitaliste, antipatriarcal, contre la guerre) à l'initiative du CLAAC (Convergences des luttes anti-autoritaires et anti capitalistes)

- Un village européen alternatif à l'initiative du réseau « G8 illégal » (Sud étudiant, Aarg, Vamos...)

## Projets de blocage non violents

Le Forum social lémanique propose de répéter les actions non violentes de blocage et de perturbation du G8 lui-même. Il ne s'agit pas d'empêcher l'arrivée des chefs d'Etat, mais de perturber le fonctionnement du G8 en ralentissant l'arrivée des milliers de collaborateurs des responsables politiques, notamment en empêchant l'utilisation de l'embarcadère de Lausanne pour rejoindre Evian.

La question principale concernant cette action est d'éviter la rupture entre les deux pôles du mouvement, celui qui participera au grand défilé pacifique, et les groupes moins nombreux mais qui agiront de manière plus mobile. Il est indispensable de maintenir contact et solidarité au sein du mouvement pour empêcher la répression et la criminalisation des groupes et individus les plus actifs.

## Le « Feu au lac »

Le comité Vaudois anti G8 a prévu d'organiser le samedi 31 mai au soir d'immenses feux de joie tout autour du lac Léman pour symboliser l'ampleur et la profondeur de l'opposition des militants au G8 et à sa politique. Une cinquantaine de feux (pique-nique, barbecues populaires...) sont d'ores et déjà prévus, véritable veillee d'armes de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin.

## Liens Internet

Pour suivre l'évolution des préparatifs de ces journées, quelques sites Internet, qui décriront plus en détail chacune des actions ici évoquées et qui vous permettront de vous procurer le matériel militant indispensable à ces journées : [www.g8-evian2003.org](http://www.g8-evian2003.org); [www.g8deviant.org](http://www.g8deviant.org); ...

Nous ne manquerons de revenir dans les prochains numéros d'ACC sur cette mobilisation, car c'est là que se forge une partie du mouvement social international qui est en train d'émerger.

# Rencontres et lectures à contre courant

## Aux Editions Licorne

Les éditions Licorne (35 rue Alphonse Paillat 80000 AMIENS) viennent d'éditer deux ouvrages. L'un: "**Autour du parrainage**" est centré sur le soutien apporté aux jeunes en recherche d'insertion professionnelle; l'autre: "**Fragilité mon amie**" veut témoigner au travers d'extraits de pièces de théâtre et d'entretien avec un sociologue, de la souffrance d'un fils de harki vivant son histoire familiale, l'auteur lui-même. Deux ouvrages éloignés l'un de l'autre, mais touchant tous les deux à la problématique de l'immigration vécue par les premiers migrants et leurs descendances.

**Autour du parrainage** est un livre réalisé collectivement. Il est le fruit des recherches et des initiatives des acteurs de terrains et a vu le jour sous la direction de Corine Damerl qui, il y a peu encore, était animatrice régionale du parrainage à la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en Picardie. Le parrainage pour l'emploi, vieux de dix ans, mobilise en effet des personnes de différents horizons professionnels dans le soutien et l'aide personnalisés qu'elles apportent à des jeunes dans leur démarche d'insertion professionnelle et dont beaucoup sont confrontés à la discrimination. C'est leur propre expérience: interrogations, pratiques, obstacles... que les divers contributeurs apportent dans ce livre. Les objectifs d'aujourd'hui sont-ils les mêmes qu'il y a dix ans ? Comment le parrainage fonctionne-t-il ? Quels bilans et perspectives tirer ? Bref, beaucoup de questions sont abordées et soulevées dans **Autour du parrainage**, lequel, en ce sens, constitue un outil pour les professionnels ou jeunes engagés dans la démarche.

**Fragilité mon amie** de Yakoub Abdellalif, qui écrit pour le théâtre depuis plus de vingt ans, est aussi quelqu'un d'engagé auprès des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion. Fils de harki né en Kabylie, il a choisi cette forme inhabituelle qu'est le théâtre pour exprimer à la fois ses préoccupations et sa revendication d'appartenance à une double culture. Il dirige la compagnie Amel. Pas moins de dix pièces sont déjà à son actif.

**Fragilité mon amie** se compose de larges extraits de ces pièces avec des commentaires qui permettent de saisir les clés de leur découverte d'une part, et d'autre part, de textes, fruits de la rencontre avec le sociologue Bertrand Dubreuil qui créent des ponts entre histoires personnelles et expressions théâtrales".

Autour du parrainage : 17 euros; Fragilité mon amie : 14 euros; tous deux édités par Licorne et diffusés par l'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 PARIS.

## Parution du C.D. "chants de lutte"

Vient de paraître un CD qui contient 11 chants de lutte, dont 4 chansons pour le Viêt-nam.

Ce disque CD reprend 2 disques (vinyle) édités en 1963 et 1964 par le Centre d'Etudes Socialistes et un disque édité par le P.S.U. début 1971 (vinyle): cinq chants sont interprétés par la chorale "*les camarades*": la Chanson de Craonne - les Survivants - l'Appel du Komintern - Zimmerwald - et l'Internationale en version intégrale harmonisée par Pierre Barbaud; à quoi s'ajoutent - Clairvaux - interprétée par Lydia Kilian, Ceux d'Oviedo interprétée par la voix chaude de Simone Bartel et les 4 chansons pour le Viêt-Nam interprétées également par Simone Bartel. Un disque exceptionnel pour tous les amateurs de musiques révolutionnaires !

Commande: librairie La Brèche- 27 rue Taine- Paris 75 012 Tel: 01 49 28 52 44. 15 euros +2 euros de frais de port.

## La Revue Commune

Le n°29, ventôse 211, ou, si l'on préfère, janvier 2003, de cette revue annonce la couleur avec un titre plus que symbolique : "*Retour du Péché*". De fait, l'époque actuelle, porteuse de soifs de domination, provoque le retour de valeurs qu'on croyait dépassées pour servir de justification à ceux qui veulent imposer au monde leur propre conception de la liberté, leur mode de vie et de pensée. L'impérialisme, même sous couvert de démocratie, n'est pas qu'économique; il est aussi idéologique. C'est ainsi, signale "**la Revue Commune**", que sont péchés, entre autres : la laïcité, la pauvreté, la grève (1), la rébellion, l'écriture, le plaisir, la tolérance. A ces fragments s'en ajoutent d'autres, sous des rubriques diverses : "*Ephémérides*", "*Carnet de bord*", "*Feuilles détachées*" \_

Pour se faire une idée un peu plus précise on pourra se référer à ces brefs extraits de l'éditorial: "*Nous avons à Revue Commune quelque chose de commun. Sans doute un certain communisme\_ En tout cas le goût d'être ensemble et l'idée que le monde ne nous convient pas tel qu'il est*" Et encore: "*\_ un certain esprit de résistance. En particulier résistance aux guerres faites aux peuples\_*" Mais aussi la lutte contre la misère, l'injustice. Enfin: "*notre combat de 2003 commence ici contre l'ordre moral de retour qui menace. Il devrait se poursuivre aux côtés de citoyens américains de progrès à une époque où les USA programment des bombardements de civils.*" L'idée n'exclut nullement la tonalité poétique et la force de l'ironie. Le n°29: 9 euros. Abonnement 33,50 euros (50,30 pour l'étranger) à l'ordre de **La Revue Commune**, 6 avenue Edouard Vaillant 93500 PANTIN. Courriel : [commune@wanadoo.fr](mailto:commune@wanadoo.fr)

(1) Ce texte, recommandé tout particulièrement par la rédaction d'ACC.

## Gaston Crémieux

V. Hugo disait que Gaston Crémieux était un poète rare. C'est en 1862 qu'il devient avocat à Marseille. Les difficultés sociales de la classe ouvrière vont l'émouvoir au point qu'il devient rapidement l'un de ses plus farouches défenseurs. Devenu un personnage incontournable de la vie politique locale, Gaston Crémieux est de tous les combats. Le 22 mars 1871, il prend la tête d'un mouvement insurrectionnel qui dure 15 jours. Principal acteur de la Commune de Marseille, il est condamné à mort et fusillé le 30 novembre 1871.

Un ouvrage intitulé "**Gaston Crémieux**" et rédigé par Roger Vignaud (qui prépare un dictionnaire général de la Commune de Marseille) est disponible chez EDISUD La Calade 3120 route d'Avignon 13009 AIX-EN-PROVENCE au prix de 21 euros (Tél: 04 42 21 61 44 Fax: 04 42 21 56 20; courriel : [info@edisud.com](mailto:info@edisud.com)).

## Un document historique !

Parution prochaine: "**LE XXe SIECLE DE CINQUIEME ZONE**", la collection des numéros parus au deuxième millénaire (de septembre 1995 à fin décembre 2000, soit 103 numéros). Quand vous serez bien vieille ou bien vieux le soir à la chandelle, en lisant ce document historique composé des 103 premiers numéros de ce bulletin distribué tous les 15 jours aux jeunes de banlieues, vous pourrez dire à vos petits et arrière petits-enfants émerveillés : c'est ça que j'ai vécu. 10 euros, pas cher !

A commander à "**Cinquième zone**" 11 rue S. Allende 92220 BAGNEUX. [www.cinquieme-zone.org](http://www.cinquieme-zone.org) Courriel: [cz-courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz-courrier@cinquieme-zone.org). Tél: 06 03 63 70 61.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

**A CONTRE COURANT**

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

**P**

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 02/05/2003

## Chèreque

MES OPPOSANTS,  
CE SERAIENT  
BIEN QU'ILS LA  
PRENNENT  
LEUR RETRAITE!!



## SEB orrhée



### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER  
SEB / A. ET D. WALTER

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito
- Page 2 à 4 ..... Cavalcade à Belgrade
- Page 4 ..... Mouvements sociaux en Espagne et en Italie
- Page 5 et 6 . Décentralisation, prélude à la privatisation
- Page 6 ..... Défense de la laïcité
- Page 8 et 9 ..... Modernisation ou marchandisation ?
- Page 9 ..... Le Capital contre l'emploi
- Page 9 ..... Appel pour l'unité d'action
- Page 10 et 11 ..... Lutte des salariés de Deawoo
- Page 12 ..... Evian, anti-G8
- Page 13 ..... Rencontres et Lectures
- Page 14 ..... Seborrhée

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE  
1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE